

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

HCR: Michel Essonghe et son équipe à la Cour constitutionnelle

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

LES MEMBRES du Haut-Commissariat de la République (HCR), avec à leur tête Michel Essonghe, Haut-Commissaire général,

poursuivent leurs rencontres avec les responsables des institutions constitutionnelles. Après l'Assemblée nationale et le Sénat, l'équipe du HCR a été reçue hier par Mme le président de la Cour Constitutionnelle, Marie-Madeleine Mborantsuo. En présence

des huit autres juges constitutionnels. Ce premier contact qui s'est traduit par une séance de travail a permis à Michel Essonghe et les siens de requérir les avis et conseils de leur hôte, au regard de l'expérience qui est la sienne.

Lors de cette audience, la présidente de la haute juridiction constitutionnelle n'a pas manqué de souligner l'importance des missions de cette nouvelle institution. D'autant que, selon elle, le HCR doit jouer un rôle prépondérant dans l'exécution du programme présidentiel. Non sans rappeler que le HCR "est une structure de contrôle autonome et concrète et répondant directement du chef de l'État". Avant de préciser à ses hôtes l'exigence permanente dont ils doivent faire montre pour "déceler, entre autres, les probables facteurs bloquants qui peuvent remettre en cause la stabilité du pays". Aussi est-elle d'avis que le HCR a un "rôle de conseil politique nécessaire à la



Photo: Ngoubili Gaston

Les Hauts-Commissaires posant aux côtés des membres de la Cour constitutionnelle, dont son président Marie-Madeleine Mborantsuo.

consolidation de la démocratie au Gabon et à la pérennisation du vivre-ensemble". Pour sa part, Michel Essonghe voit une réelle convergence entre les propos de Marie-Madeleine Mborantsuo et la vision d'Ali Bongo Ondimba. En fin juriste, Mme le président de la Cour constitutionnelle a suggéré à ses invités "de travailler à l'élaboration des textes normatifs

et organisationnels de la nouvelle structure", non sans dire "la disponibilité de la Cour à pouvoir, à la demande si possible du Haut-Commissariat de la République, y contribuer modestement". Bon à savoir la principale mission du HCR consiste au suivi et à la mise en œuvre de l'action politique du président de la République.

Express

PRÉSIDENTIELLE 2023 : LE PEG VEUT UN ACCORD PRÉALABLE AVEC LE CANDIDAT DU POUVOIR



Photo: BOTOUNO

"Le Parti écologique gabonais (PEG) soutiendra le candidat sortant au cas où celui-ci déciderait de se représenter à la magistrature suprême, après accord avec celui-ci, au cas contraire, nous soutiendrons le candidat de notre choix". C'est par cette déclaration que le président dudit parti, Marcel Mounguengui, a présenté la position qui sera celle de son parti lors de l'élection présidentielle de 2023. Cette déclaration qui a été faite lors de la rentrée politique de cette formation politique le week-end écoulé, a été aussi l'occasion pour lui de présenter les axes prioritaires qui sous-tendent la ligne politique du PEG. Entre autres, la protection de l'environnement, la justice sociale, la démocratie participative, le pacifisme politique. Non sans peindre un tableau sombre de la société gabonaise, minée par de nombreux maux. Essentiellement: "les déchets qui inondent les villes du pays, la construction anarchique, la déforestation accélérée, l'insalubrité des villes, l'exploitation illégale des ressources naturelles, les inégalités et injustices, etc."

COMMENT MANAGER UN PARTI POLITIQUE ?



Photo: Abel Eyeche

L'UNIVERSITÉ Théopolis, institut de formation supérieure situé à Montagne-Sainte et créée par l'ONG catholique Kedesch-Misericordia, a dernièrement organisé une formation en management des partis politiques. Ouverte à tous les citoyens engagés ou non en politique, la formation, animée par Delors Bijogue, politologue, avait pour ambition de donner des outils à tous ceux qui aspirent à diriger les partis politiques pour pouvoir les manager de manière rationnelle, histoire d'en faire de véritables laboratoires d'idées alternatives. Les participants ont ainsi eu droit, entre autres, aux bases fondamentales sur la notion de parti politique, son environnement juridique, sa structure organisationnelle, sa dynamique spatiale ou celle du militantisme en son sein. Le tout ponctué d'exercices pratiques pour comprendre par exemple pourquoi nombre de partis ne survivent pas à leur leader, ou encore déduire qu'il n'y a pas de génération spontanée en politique...

CNB&LRA

9e édition du PFJ : les représentants du Gabon connus

J.K.M
Libreville/Gabon

ÂGÉS respectivement de 23 et 21 ans, Love Heridia Edou Mbeha et Josué Makosso Molu sont les deux heureux élus appelés à représenter notre pays à la 9e édition du Parlement francophone des jeunes (PFJ) prévue du 25 au 31 juillet, à Tirana, en Albanie.

C'est la présidente du jury, Angélique Ngoma, qui a rendu publics hier en milieu d'après-midi les résultats au palais Léon-Mba. En présence, entre autres, du président de la section gabonaise de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), Faustin Boukoubi, par ailleurs président de l'Assemblée nationale. Dans la matinée, aux côtés de plus d'une dizaine de candidats âgés de 18 à 23 ans issus des établissements d'enseignement supérieur de la capitale gabonaise et du monde associatif, les deux lauréats ont



Photo: Sylvain Maganga

Le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, remettant «le Livre blanc pour la paix» à une des lauréates.

été soumis à une série d'épreuves orales.

De l'avis des membres du jury, ils ont fait montre de leur parfaite maîtrise de la langue française tout en faisant étalage de leur grande culture générale. Des compétences sous-tendues par une assez bonne connaissance des enjeux de l'heure, notamment ceux liés à la Francophonie. Dans

tous les cas, en juillet prochain, ils auront l'opportunité, aux côtés de leurs congénères provenant de l'espace francophone, de débattre d'un certain nombre de problématiques politiques internationales.

Quoi qu'il en soit, émanation de l'APF, le PFJ a pour principal objectif de réaliser une simulation parlementaire pour illustrer, avec les nouvelles générations, le modèle de démocratie parlementaire, et ainsi contribuer à former des citoyens responsables dans l'espace francophone. Certaines de ces propositions sont présentées aux chefs d'État et de gouvernement lors des sommets de la Francophonie.

Dans cette optique, en octobre 2018 à Erevan, les textes adoptés par le PFJ, en 2017, au Luxembourg, avaient été présentés à la secrétaire générale de la Francophonie, Louise Mushikiwabo, et au Premier ministre d'Arménie, Nikol Pachinian.